

OFFRIR LE MONDE

ÉCONOMIE • ÉNERGIES

Consommation de gaz et d'électricité : la France a du mal à passer d'une sobriété de crise à une sobriété plus structurelle

Une vaste enquête d'opinion menée par l'Ipsos pour RTE montre que la baisse de 12 % de l'utilisation d'énergie constatée en 2022 par rapport à 2018-2019 a été plus subie que choisie.

Par Perrine Mouterde

Publié aujourd'hui à 07h44 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Devant les deux tours de refroidissement de la centrale nucléaire du Tricastin, à Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme), le 26 janvier 2023. OLIVIER CHASSIGNOLE / AFP

A la mi-mai, la consommation cumulée de gaz et d'électricité depuis le 1^{er} août 2022 était en baisse de 12 % par rapport à 2018-2019. Même une fois les radiateurs arrêtés, les Français ont continué à utiliser moins d'énergie que précédemment. Il y a un mois, le gestionnaire Réseau de transport d'électricité (RTE) notait que l'effet baissier diminuait mais restait « *significatif pour cette période de l'année* ». Un signe que les efforts de sobriété mis en œuvre pendant l'hiver pourraient s'inscrire dans la durée ?

Lire aussi : [Energie : les besoins de la France « imposent une électrification accélérée », alerte le patron de RTE](#)

Selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut Ipsos pour RTE auprès d'un échantillon représentatif de plus de 11 000 personnes, dont les résultats sont publiés mercredi 7 juillet, 70 % des personnes interrogées disent avoir diminué la température de leur logement au moins de manière

ponctuelle pendant l'hiver, et 51 % disent avoir décalé l'utilisation de leurs appareils électroménagers.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

« Beaucoup de gestes ont été faits et on estime qu'ils pourront être prolongés, observe Xavier Piechaczyk, le président du directoire de RTE. Soixante-seize pourcents des personnes interrogées déclarent avoir fait des efforts cet hiver, et deux tiers d'entre elles disent que ça n'a pas été très difficile. Et le terme sobriété est majoritairement associé à des notions positives. »

« Une certaine évolution culturelle »

Du côté des collectivités, certaines commencent à faire le bilan des efforts mis en place pour faire face à la flambée, en 2022, des prix de l'énergie. La ville de Grenoble, par exemple, estime que différentes mesures, telles que la suppression des éclairages permanents, la limitation de la température à 19 °C ou le déclenchement du chauffage par les utilisateurs ont permis d'économiser environ 25 % de chauffage et d'électricité dans les bâtiments municipaux, permettant des économies de plus de 400 000 euros.

« Certaines collectivités qui avaient du mal à éteindre l'éclairage public sont maintenant interpellées lorsqu'elles le laissent allumé trop longtemps, il y a eu une certaine évolution culturelle, note aussi Hélène Gassin, la présidente de l'association négaWatt, qui milite en faveur de la sobriété. Certains acteurs intermédiaires, tels que des chambres de commerce, se sont aussi emparés du sujet. »

Lire aussi : [Réduire la consommation d'énergie de 10 % d'ici à 2024, un objectif atteignable selon l'association négaWatt](#)



De là à transformer l'essai ? Pour l'instant, Hélène Gassin juge que la France est encore « au milieu du gué ». « Pour que les changements de comportements s'installent, il faudra des politiques bien plus pérennes et structurelles, explique-t-elle. On ne peut pas jouer uniquement sur le ressort de la responsabilité morale des citoyens ou sur leurs inquiétudes par rapport au prix. » Dans l'enquête Ipsos mentionnée, 79 % des personnes interrogées mettent en avant des arguments financiers pour expliquer pourquoi elles ont réduit leur consommation énergétique, quand seuls 20 % citent la lutte contre le réchauffement.

Le plan de sobriété [adopté par le gouvernement en octobre 2022](#) ne repose que sur des mesures incitatives. Alors qu'un deuxième volet doit être présenté d'ici à fin juin, la directrice de l'association Virage énergie, Barbara Nicoloso, espère que des mesures réglementaires ou plus contraignantes seront annoncées. Une étape indispensable, selon elle, pour changer d'échelle.

Problème de « narratif »

De plus en plus d'experts, dont RTE, estiment en effet que la réduction de la consommation d'énergie – mais aussi d'autres ressources – devra être beaucoup plus massive et généralisée pour parvenir à lutter contre le dérèglement climatique et pour la protection de la biodiversité.

Or, selon l'enquête Ipsos, si beaucoup de Français se disent prêts à mettre en place des écogestes, ils sont beaucoup moins nombreux à s'imaginer se passer d'une voiture ou vivre dans un logement plus petit ou collectif. Des évolutions effectivement difficilement envisageables sans modification profonde des politiques d'aménagement du territoire, du logement ou des transports.

« Pour l'instant, nous ne sommes pas sur la bonne trajectoire pour passer d'une sobriété de crise à une sobriété systémique, juge Barbara Nicoloso. Dans le narratif, le gouvernement a très peu fait le lien entre la sobriété et le climat, la raréfaction des ressources, les transformations sociales... La sobriété est toujours vue comme un écogeste et non comme un projet politique ; ce n'est pas devenu le principe directeur des politiques publiques. »

Dans [un entretien au Figaro du 25 mai](#), la ministre de la transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, a insisté sur la nécessité d'actionner le levier de la sobriété pour faire face à la forte hausse des besoins en énergie attendue dès 2030. *« L'efficacité énergétique, la rénovation des bâtiments ne suffisent pas, il faut en plus de la sobriété, a-t-elle assuré. Et cette sobriété doit être organisée. »* Un groupe de travail sur le sujet a également été lancé dans le cadre des travaux visant à préparer la prochaine loi de programmation sur l'énergie et le climat, qui sera débattue au Parlement à l'automne.

Lire aussi : [Pour décarboner l'Europe, la sobriété au centre d'un nouveau scénario de transition énergétique](#)



Perrine Mouterde